



# Lettre d'information R&D

Février 2012

## Innovier ensemble pour répondre aux défis globaux

La course à l'innovation est devenue essentielle pour rester compétitif au niveau mondial. Le quatorzième Conseil des Ministres franco-allemand, qui s'est tenu à Paris le 6 février 2012, a décidé le lancement d'une initiative pour approfondir la coopération franco-allemande en matière de recherche et de technologie. France comme l'Allemagne investissent en effet fortement dans la recherche et l'innovation depuis quelques années, en réponse à la crise économique, afin de relancer la croissance et les emplois. Les deux pays sont ainsi tombés d'accord sur des initiatives communes, qui seront soutenues par un fonds de recherche franco-allemand. 27 millions d'euros ont été mis à disposition pour 2012.

Dans un communiqué conjoint, les deux ministres de la recherche, Laurent Wauquiez et Annette Schavan, ont expliqué que « la recherche, la technologie et l'innovation sont des facteurs centraux de croissance pour une économie nationale. Dans le contexte des effets de la crise financière et économique, l'Allemagne et la France ont décidé de renforcer significativement leur coopération dans ces domaines ». Cet accord constitue un saut qualitatif pour

la coopération scientifique franco-allemande. Il permet un rassemblement des forces aux niveaux des ministères, des organisations scientifiques, des établissements d'enseignement supérieur et des entreprises, pour répondre ensemble aux défis de demain.

Les priorités sont la santé, la biotechnologie, l'environnement, les sciences sociales et humaines, ainsi que certains domaines stratégiques : les matières premières non énergétiques, le calcul intensif et les nuages informatiques. Dans le domaine de la recherche médicale, des initiatives communes ont été décidées dans quatre axes principaux : la pneumologie, le diabète, les cohortes, et la santé publique. La feuille de route prévoit notamment la création d'un Institut de santé publique Paris-Berlin, qui s'appuiera sur les institutions de recherche de renommée mondiale des deux capitales. Dans le domaine des biotechnologies vertes et blanches, l'accent sera mis sur les projets franco-allemands au sein de la plate-forme européenne de phénotypage des plantes utiles (blé, maïs, colza...).

Les projets sélectionnés cherchent à répondre aux grands

## CONTENU



**CONSEIL DES MINISTRES FRANCO-ALLEMAND**



**PRIX FRANCO-ALLEMAND DE L'ÉCONOMIE 2011**



**L'UNIVERSITÉ FRANCO-ALLEMANDE**



**BREST - IÉNA**



**POLITIQUE SCIENTIFIQUE ALLEMANDE À NY**



**MEILLEURE UNIVERSITÉ INTERNATIONALE 2011**



**MAIN D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE**



**PACTE POUR LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT**



**L'USAGE DE L'ALLEMAND DANS LA RECHERCHE**



**Un article commun d'Annette Schavan, ministre fédéral de l'éducation et de la recherche, et de Laurent Wauquiez, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, paru sur lemonde.fr**

**le 6 février 2012 :**

[http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/02/06/l-avenir-de-l-europe-passe-par-la-recherche-et-l-innovation\\_1639297\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/02/06/l-avenir-de-l-europe-passe-par-la-recherche-et-l-innovation_1639297_3232.html)

défis de société du XXI<sup>e</sup> siècle : la démographie vacillante de l'Europe, les conséquences du changement climatique, les matières premières qui se raréfient, les révolutions informatiques... La coopération rapprochée entre la France et l'Allemagne dans le domaine de la recherche est ainsi l'un des piliers d'une véritable stratégie commune, qui vise à montrer une Europe forte, ambitieuse, tournée vers l'avenir.

**Sources :** <http://www.science-allemande.fr>

## Remise du Prix franco-allemand de l'économie 2011

En décembre 2011, des chercheurs de la Société Fraunhofer et de l'Institut Carnot se sont vu remettre le Prix franco-allemand de l'économie 2011 pour la mise au point de matériaux réutilisables qui entreront dans la fabrication de cellules photovoltaïques à hétérojonction équipées de semi-conducteurs III-V.

Les technologies solaires sont en plein essor. Les toits se couvrent de panneaux photovoltaïques, et de grandes centrales produisent de plus en plus d'électricité solaire injectée dans le réseau public. Les cellules à hétérojonction sont deux fois plus efficaces que la plupart des dispositifs classiques au silicium, avec un rendement record de 43 %. Le principe est le suivant : ces cellules comportent plusieurs couches de semi-conducteurs superposées qui, ensemble, convertissent la totalité du spectre solaire en électricité. Cette technologie est utilisée dans le photovoltaïque à concentration. En effet, les concentrateurs sont équipés de lentilles qui captent le rayonnement solaire et le redirigent vers de minuscules cellules photovoltaïques après l'avoir amplifié 500 fois. Ces systèmes permettent aux centrales solaires de produire de l'électricité en quantité très importante dans les régions exposées à un fort ensoleillement. Ils sont fabriqués entre autres par l'entreprise SOITEC Solar GmbH, une ancienne antenne de l'Institut Fraunhofer pour les systèmes énergétiques solaires (ISE) de Fribourg-en-Brisgau.

Les cellules photovoltaïques à hétérojonction se composent d'une trentaine de couches de semi-conducteurs empilées sur des cristaux très purs de germanium ou d'arséniure de gallium. Cependant, ces matériaux sont extrêmement onéreux. Aussi l'ISE et le Laboratoire d'électronique des technologies de l'information de l'Institut Carnot (CEA-LETI), à Grenoble, ont-ils créé un partenariat franco-allemand afin de mettre au point des substituts adaptés à ce type de cellule.

Les chercheurs ont remplacé les matériaux classiques par des substituts réutilisables. Il est possible d'en dissocier les cellules photovoltaïques, ce qui n'était pas le cas avec les cristaux de germanium ou d'arséniure de gallium. Après avoir retraité ces matériaux, les scientifiques peuvent ainsi y placer de nouvelles cellules, ce qui permet de réaliser une économie potentielle de 20 %.

« Le projet SolarBond fédère les compétences de deux instituts de haute technologie », explique Frank Dimroth, chef de département à l'ISE. « Le CEA-LETI et l'ISE sont respectivement en pointe dans



**Fraunhofer**

Institut  
Solare Energiesysteme



Laboratoire d'Electronique et de  
Technologies de l'Information

**Vidéo de la remise de prix :**

[www.francoallemand.com/fr/manifestations/prix-franco-allemand-de-leconomie-2011/](http://www.francoallemand.com/fr/manifestations/prix-franco-allemand-de-leconomie-2011/)



la microélectronique et les systèmes photovoltaïques. » Les chercheurs français ont développé les matériaux de substitution et les ont adaptés aux exigences des cellules photovoltaïques à hétérojonction. De leur côté, leurs confrères allemands ont placé les cellules solaires sur ces matériaux et les ont traitées pour en faire des produits finis. Les scientifiques travaillent en étroite coopération avec l'entreprise française SOITEC. Ainsi, les nouvelles cellules photovoltaïques entreront bientôt dans la fabrication des concentrateurs commercialisés par SOITEC.

Les chercheurs ont été récompensés pour ce projet de recherche international. Le 5 décembre, ils ont reçu le Prix franco-allemand de l'économie 2011, décerné par la Chambre franco-allemande de commerce et d'industrie (CFACI), à Paris. Ce prix met régulièrement à l'honneur les bonnes pratiques franco-allemandes des deux dernières années écoulées. Il est placé sous le haut patronage de Philipp Rösler, ministre fédéral de l'Économie et de la Technologie, et de son homologue français François Baroin.

**Pour en savoir plus :**  
**Le programme « Inter Carnot Fraunhofer » (en anglais) :**

[www.programme.inter.carnot.fraunhofer.org](http://www.programme.inter.carnot.fraunhofer.org)

SolarBond est l'un des 26 projets subventionnés par le programme « Inter Carnot Fraunhofer ». Ce dernier, né d'une coopération entre le ministère allemand de la Recherche, la Société Fraunhofer et l'Agence nationale de la Recherche, vise à favoriser la création de partenariats stratégiques entre les organisations scientifiques et les entreprises françaises et allemandes.

**Source:** Société Fraunhofer

## Université franco-allemande : une enveloppe supplémentaire de 628 000 euros en 2012

L'Université franco-allemande (UFA) se verra accorder pour 2012 une subvention supplémentaire de 628 000 euros, faisant passer son budget total, financé par les États français et allemand, à 11,62 millions d'euros.



Université  
franco-allemande  
Deutsch-Französische  
Hochschule

Ces fonds additionnels permettront d'apporter une aide à la mobilité au 5 000 étudiants et 350 doctorants de l'UFA. Les ministères de tutelle de l'UFA entendent ainsi soutenir, en dépit de la crise économique, les coopérations universitaires et scientifiques franco-allemandes conformément à l'Agenda 2020 adopté en février 2010 par le Conseil des ministres franco-allemand.

Ces moyens supplémentaires donnent à l'UFA la possibilité d'attribuer davantage d'aides à la mobilité et de soutenir d'autres programmes franco-allemands d'études et de recherche tels que les cursus bi- et trinationaux, les écoles doctorales franco-allemandes, les cotutelles ou encore les écoles d'été franco-allemandes. « L'UFA est heureuse d'apprendre la décision de ses ministères de tutelle de porter leurs subventions à 628 000 euros pour l'année 2012, et ce malgré la crise. Cet engagement spécial pose les jalons de projets ambitieux », a déclaré le professeur Otto Theodor Iancu, président de l'UFA. « Le professeur Pierre Monnet, président sortant de l'UFA, le professeur Patrice Neau, qui lui a succédé le 1<sup>er</sup> janvier 2012, et moi-même voulons, conformément aux objectifs fixés par l'Agenda franco-allemand, doubler le nombre de nos étudiants et doctorants d'ici 2020 », a-t-il ajouté.

Fondée en 1997 à l'occasion du Sommet franco-allemand de Weimar, l'Université franco-allemande a une vocation



internationale. Elle est constituée d'un réseau de plus de 180 établissements d'enseignement supérieur français et allemands proposant au total plus de 130 cursus intégrés bi- et trinationaux suivis par environ 5 000 étudiants chaque année. L'UFA a pour objectif de renforcer la coopération entre la France et l'Allemagne dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la formation de la relève scientifique.

L'UFA est financée côté allemand par le ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche, la Conférence permanente des ministres de l'Éducation et des Affaires culturelles des Länder ainsi que le ministère fédéral des Affaires étrangères, et côté français, par le ministère des Affaires étrangères et européennes et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

**Pour en savoir plus :**  
[www.dfh-ufa.org](http://www.dfh-ufa.org)

**Source :** Service d'information scientifique (*IDW Nachrichten*) / UFA

## Coopération entre Brest et Iéna grâce à PROCOPE

# DAAD



seit 1527  
Friedrich-Schiller  
Universität Jena

ueb

# UBO

université de bretagne  
occidentale

Le programme PROCOPE de l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) est destiné à favoriser la mobilité des étudiants, doctorants et professeurs de l'enseignement supérieur. À compter de cette année, des chimistes de l'université d'Iéna en bénéficieront. Le professeur Wolfgang Weigand, de l'Institut de chimie inorganique et analytique, a en effet signé un accord de coopération avec son collègue de l'université de Bretagne occidentale à Brest, Philippe Schollhammer. « Étant donné qu'à Iéna et à Brest, nous travaillons sur les mêmes thèmes, une coopération peut s'avérer avantageuse pour les deux parties », explique le professeur Weigand. L'idée de ce partenariat est née du contact personnel entre Wolfgang Weigand et Philippe Schollhammer. Les deux chimistes se sont rencontrés en 2010 lors du séjour à Brest du professeur Weigand invité à donner une conférence.

La coopération entre Iéna et Brest portera sur le projet de recherche « Syntheses and Electrochemical Investigations of [FeFe]-Hydrogenase Models », dont l'objectif est de développer un autre mode d'accès à cette source d'énergie respectueuse de l'environnement qu'est l'hydrogène. Pour cela, les chercheurs d'Iéna et de Brest veulent notamment synthétiser des modèles d'hydrogénases photoactifs à base de silicium afin d'obtenir des systèmes de production d'hydrogène robustes et efficaces.

### Contact :

Prof. Dr. Wolfgang Weigand  
Institut de chimie inorganique et  
analytique de l'université Friedrich  
Schiller d'Iéna  
Humboldtstraße 8,  
D-07743 Iéna  
Tél. : +49 (0)3641 948160  
E-mail : [c8wewo@uni-jena.de](mailto:c8wewo@uni-jena.de)

À Iéna, l'honneur des premières subventions reviendra à Roman Goy, diplômé en chimie et boursier de la Fondation fédérale allemande pour l'environnement (DBU), ainsi qu'à Laith Mazahrek, doctorant originaire de Jordanie et boursier du DAAD. Les deux chimistes d'Iéna recevront au total 8 000 euros pour deux ans, cette somme n'étant qu'un financement de départ. D'autres projets communs devraient suivre.

**Pour en savoir plus :**  
<http://www.uni-jena.de>

**Source :** Service d'information scientifique (*IDW Nachrichten*) / université Friedrich Schiller d'Iéna



## La politique scientifique allemande à l'étranger : l'exemple de New York

### GERMAN CENTER FOR RESEARCH & INNOVATION

Deutsches Wissenschafts- und Innovationshaus

NEW YORK

Le *German Center for Research and Innovation* (GCRI) de New York vient d'annoncer la publication de son premier rapport annuel. Placé sous l'égide de l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) et du Fonds allemand scientifique (DFG), le GCRI a ouvert ses portes le 19 février 2010. Depuis sa création, il a favorisé de nombreux partenariats stratégiques entre des universités et entreprises d'Allemagne et des États-Unis dont plusieurs résultent de discussions engagées à l'occasion d'événements organisés par le GCRI et ses partenaires.

Fruit de l'initiative de politique scientifique extérieure du ministère fédéral des Affaires étrangères et de la stratégie du ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche pour l'internationalisation des sciences et de la recherche, le GCRI est destiné à :

- accroître la visibilité des capacités de recherche et d'innovation de l'Allemagne et y sensibiliser le public en Amérique du Nord ;
- renforcer et favoriser le dialogue entre les milieux universitaires et industriels d'Amérique du Nord et d'Allemagne pour promouvoir la coopération et la communication ;
- créer un forum de lancement et de promotion de projets transatlantiques ;
- fournir à la recherche et à l'innovation allemandes un instrument de diffusion de l'information.

# DAAD

# DFG

Quelques semaines seulement après son ouverture, le GCRI a organisé, en partenariat avec la Mission permanente de la République fédérale auprès des Nations Unies, son premier événement thématique consacré à l'exploitation du pouvoir des sciences de la vie pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (« *Harnessing the Power of the Life Sciences to Achieve the Millennium Development Goals* »). Quinze autres événements ont suivi en 2010, lors desquels le GCRI a abordé divers sujets tels que les neurosciences, la politique énergétique, l'entrepreneuriat académique ou encore la médecine du plasma. Les dix lettres d'information diffusées au cours de l'année, dont chacune était consacrée à l'un des thèmes traités lors des événements organisés par le GCRI, ont stimulé les projets de collaboration et les demandes d'informations supplémentaires sur la recherche de pointe et les innovations récentes en Allemagne.

Tout au long de l'année 2011, le GCRI a continué d'élargir son influence en accord avec les objectifs susmentionnés. En réunissant des groupes interdisciplinaires composés de scientifiques, de responsables économiques et politiques et de représentants des médias aux États-Unis et au Canada, le GCRI entend poursuivre le dialogue sur des questions et des thèmes cruciaux pour le monde dans lequel nous vivons. Le rapport annuel 2010 du GCRI est consultable sur [germaninnovation.org/resources/press](http://germaninnovation.org/resources/press).

**Source :** *German Center for Research and Innovation*



## L'université Bauhaus de Weimar sacrée meilleure université internationale 2011

Le titre très convoité de meilleure université internationale 2011 a été remporté par l'université Bauhaus de Weimar lors de la finale à Berlin d'un concours ouvert à toutes les universités allemandes et organisé pour la seconde fois par l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) et l'Association des donateurs pour l'avancement des sciences et des lettres en Allemagne (*Stifterverband für die Deutsche Wissenschaft*). 28 établissements étaient en lice pour cette distinction qui portait cette année sur « la dimension internationale de l'enseignement ».

Lors de la phase finale du concours, le prof. Karl Beucke, recteur de l'université Bauhaus de Weimar, Mme Muriel Helbig, directrice du bureau international, Mme Marina Glaser, conseillère pour les coopérations internationales stratégiques et Mme Hedwig Wagner, professeure de culture européenne des médias, ont exposé leurs arguments dans une présentation dynamique et fort bien illustrée suivie d'une séance de questions. À l'aide de nombreux exemples sur l'enseignement et les études à Weimar et en s'appuyant sur un clip vidéo qu'ils avaient eux-mêmes réalisé, ils ont évoqué la dimension internationale de leur établissement dans toutes les matières ainsi que les nombreuses possibilités pour les étudiants de partir à l'étranger ou de participer à des projets internationaux.



À gauche : le président de l'Association des donateurs pour l'avancement des sciences et des lettres en Allemagne, M. Arend Oetker ; au centre : le groupe de lauréats de l'université Bauhaus de Weimar ; à droite : le vice-président du DAAD et président du jury, le prof. Max G. Huber (Source : Peter Himsel/Stifterverband/DAAD)

M. Max G. Huber, vice-président du DAAD et président du jury, a salué la démarche de l'université de Weimar et loué la présentation convaincante du groupe venu défendre ses couleurs : « Être international n'est pas une obligation pour l'université Bauhaus de Weimar, mais une affaire de conviction. Cela s'est vraiment senti aujourd'hui. Étudiants, professeurs ou personnel administratif, tous soutiennent l'internationalisation et s'y identifient. Cette implication rayonne au-delà de Weimar. »

Avec ce prix, le DAAD et l'Association des donateurs pour l'avancement des sciences et des lettres en Allemagne veulent mettre en avant l'importance cruciale de l'internationalisation dans la définition du profil et le positionnement des universités allemandes. Il s'agit de montrer quelles sont les mesures prises par ces établissements pour être compétitifs demain sur le marché international des universités.

Le prix de la meilleure université internationale est doté de 50 000 euros. Grâce à cette somme, la direction et le bureau international de l'université Bauhaus entendent financer de nouveaux projets et mesures pour promouvoir et développer leur stratégie d'internationalisation.

Depuis des années, l'université Bauhaus de Weimar est aux avant-postes en matière d'internationalisation. Elle se positionne dans le groupe de tête du dernier classement des universités par subventions reçues du DAAD (2010) pour les activités à vocation internationale. En 2010, elle a activement sollicité plus d'un million d'euros de subventions auprès du DAAD qui ont été utilisés pour financer des séjours à l'étranger, des cursus internationaux ainsi qu'un réseau des formations de doctorat.

**Les détails de l'appel à candidature pour le prix de l'université internationale sont consultables (en allemand) sur :**  
[www.daad.de/hochschulen/ausschreibungen/16538.de.html](http://www.daad.de/hochschulen/ausschreibungen/16538.de.html)



**Pour en savoir plus :**  
**Mme Muriel Helbig**

Directrice du bureau des relations  
internationales

Tél. : +49 (0)3643 582364

E-mail : [muriel.helbig@uni-weimar.de](mailto:muriel.helbig@uni-weimar.de)

**Source :**  
Université Bauhaus de Weimar

À l'université Bauhaus de Weimar, un étudiant sur huit en moyenne vient d'un autre pays que l'Allemagne, soit au total plus de 15 %. À l'échelle du Land de Thuringe, cette proportion s'établit à 7 %, et à l'échelle nationale, à environ 12 %. Les chiffres sont tout aussi élevés pour le personnel enseignant : 9 % des professeurs de sciences et d'art de l'université viennent de l'étranger. L'établissement dispose en outre d'un vaste réseau international : il est en lien permanent avec quelque 200 universités partenaires à travers le monde et organise régulièrement des échanges d'étudiants et de personnel.

## L'Allemagne s'ouvre à la main d'œuvre étrangère hautement qualifiée

De meilleures perspectives de séjour pour les diplômés étrangers d'universités allemandes, un seuil de salaire plus bas pour le permis d'établissement à durée indéterminée des spécialistes hautement qualifiés ainsi qu'une procédure de titre de séjour simplifiée pour les chercheurs : Le projet de loi relatif à la mise en œuvre de la directive européenne sur les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié, élaboré en décembre dernier par le gouvernement fédéral, prévoit, en matière d'immigration de personnel qualifié, de larges simplifications allant même au-delà de la stricte application de cette directive qui introduit un nouveau titre de séjour, la « carte bleue européenne ».

D'après ce projet de loi, les diplômés étrangers d'universités allemandes à la recherche d'un emploi conforme à leurs qualifications auront à l'avenir un accès illimité au marché du travail. À l'issue de leurs études, ils pourront travailler en Allemagne pendant un an sans aucune restriction afin de subvenir à leurs besoins. La limitation à 90 jours en vigueur jusqu'à présent pour l'exercice d'un emploi est supprimée. De même, l'autorisation de l'Agence fédérale pour l'emploi exigée pour l'obtention d'un titre de séjour à l'issue d'une recherche d'emploi fructueuse ne sera plus nécessaire. « C'est un important signal de bienvenue en direction des étudiants étrangers. L'attractivité des études supérieures en Allemagne en sera encore nettement renforcée », a commenté Annette Schavan, la ministre fédérale de l'Éducation et de la Recherche.

Le projet de loi introduit également une baisse du salaire minimum pour l'octroi aux spécialistes hautement qualifiés et aux cadres d'un permis d'établissement d'emblée illimité, une mesure réclamée de longue date et ayant bénéficié du soutien du ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche (BMBF). À l'avenir, un revenu annuel de 48 000 euros minimum sera exigé contre 66 000 euros actuellement. « Face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée qui se profile du fait de l'évolution démographique, ce projet de loi donne une impulsion importante », a souligné Mme Schavan.

La procédure de délivrance de titre de séjour aux chercheurs sera elle aussi améliorée grâce à cette loi. Ainsi, le contrat conclu entre le chercheur et l'organisme de recherche ne devra plus détailler le projet de recherche. Pour des raisons de confidentialité, les



Federal Ministry  
of Education  
and Research



organismes de recherche rechinaient en effet à livrer une description précise de leurs projets.

La « carte bleue européenne » qui sera introduite, conformément à la directive européenne relative aux travailleurs étrangers hautement qualifiés, pour pallier le manque de main-d'œuvre dans les pays membres de l'Union européenne vise à simplifier les procédures d'admission des ressortissants de pays tiers hautement qualifiés ainsi qu'à créer des conditions de séjour attractives pour ces personnes et leurs familles. Il est notamment prévu d'accorder la carte bleue européenne pour une durée pouvant aller jusqu'à quatre ans. Le seuil minimum de revenu est fixé à 44 000 euros, et pour les professions où la pénurie de main-d'œuvre est importante (par ex. mathématiques, informatique, sciences naturelles, domaines techniques, technologies de l'information et de la communication, médecine), il sera abaissé à 33 000 euros. Au bout de deux années d'activité professionnelle assujettie à l'assurance sociale obligatoire, les détenteurs d'une carte bleue européenne pourront obtenir une autorisation permanente d'établissement.

**Source :**  
Ministère fédéral de l'Éducation et de  
la Recherche (BMBF)

## Deuxième vague de sélection du pacte pour la qualité de l'enseignement : 102 établissements d'enseignement supérieur reçoivent au total 400 millions d'euros

Bonne nouvelle pour 102 universités, universités de sciences appliquées, écoles des beaux-arts et conservatoires supérieurs de musique : ils recevront d'ici 2016 au total 400 millions d'euros de subventions de la part de l'État fédéral pour améliorer les conditions d'études et la qualité de leur enseignement. La liste de ces établissements choisis lors de la deuxième vague de sélection du pacte pour la qualité de l'enseignement a été dévoilée en décembre dernier à Berlin par les deux présidentes de la Conférence scientifique commune (GWK), la ministre fédérale de l'Éducation et de la Recherche, Annette Schavan, et la ministre adjointe de l'Éducation, de la Science, de la Formation continue et de la Culture du Land de Rhénanie-Palatinat, Doris Ahnen.



Gemeinsame  
Wissenschaftskonferenz  
GWK

Le pacte pour la qualité de l'enseignement, un programme de l'État fédéral et des Länder, a rencontré un vif écho auprès des universités : 169 établissements d'enseignement supérieur ont participé à la deuxième vague de sélection et présenté 135 demandes pour des projets individuels et collectifs. 102 d'entre eux ont remporté l'adhésion du jury, soit 40 universités, 43 universités de sciences appliquées et 19 écoles des beaux-arts et conservatoires supérieurs de musique de toutes les régions d'Allemagne. Le versement des premières subventions ayant démarré au semestre d'hiver 2011/2012, 186 établissements des 16 Länder bénéficient actuellement d'une aide financière grâce à ce programme. Au total, plus de 90 % des établissements habilités à déposer leur candidature ont présenté un dossier.

Les demandes retenues lors de la deuxième vague de sélection représentent un volume financier de près de 400 millions d'euros qui seront versés entre 2012 et 2016. Pour les projets issus de la première vague de sélection, l'État fédéral mettra à disposition



près d'un milliard d'euros d'ici 2016. En cas d'avis positif à l'issue de l'évaluation des projets subventionnés qui sera effectuée à mi-parcours, de nouveaux crédits pourront être accordés à partir de 2017 et au plus tard jusqu'au terme du programme, en 2020. En tout, l'État fédéral investira 2 milliards d'euros d'ici 2020 dans le pacte pour la qualité de l'enseignement. Les Länder dont dépendent les établissements sélectionnés veilleront au financement complet du pacte.

Les projets ont été choisis par un comité de sélection placé sous la direction du professeur Karin Donhauser, de l'université Humboldt de Berlin, et composé d'experts de l'enseignement supérieur, d'étudiants ainsi que de représentants de l'État fédéral et des Länder.

**Contact**

BMBF  
Service de presse  
Hannoversche Straße 28 - 30  
D-10115 Berlin  
Tél. : +49 (0)30 - 1857 - 5050  
Fax : +49 (0)30 - 1857 - 5551  
E-mail : [presse@bmbf.bund.de](mailto:presse@bmbf.bund.de)

Adopté par l'État fédéral et les Länder en juin 2010, le pacte pour la qualité de l'enseignement constitue le troisième pilier du Pacte pour l'enseignement supérieur 2020. Le programme a été réalisé en deux phases de sélection. Lors de la première (sélection en mai 2011 et démarrage du financement au semestre d'hiver 2011/2012), 104 projets individuels et collectifs présentés par 111 établissements ont été choisis. Certains de ces établissements ont été retenus lors des deux phases de sélection et perçoivent donc désormais une aide financière à la fois pour un projet individuel et collectif. Par ailleurs, toute une série de projets refusés lors de la première vague de sélection ont été retenus par la suite, leurs auteurs les ayant considérablement retravaillés et améliorés en suivant les indications du jury.

**Source** : ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche (BMBF)

## Un colloque défend l'usage de l'allemand dans le monde de la recherche

Publications scientifiques, congrès, cursus universitaires : l'usage de l'anglais se développe partout dans le monde de l'université et de la recherche. Dans certaines disciplines de sciences « dures », il en vient même à évincer peu à peu les autres langues. Progrès ou risque d'appauvrissement ? En Allemagne, où cette évolution fait débat, un colloque était organisé à Essen pour en examiner les conséquences. Les participants ont plaidé pour le maintien d'une science polyglotte.



**GOETHE-INSTITUT**

**DAAD**

La généralisation de l'anglais est une réalité à laquelle personne n'échappe dans le monde scientifique allemand. Pour être publiés dans les revues « qui comptent », presque toutes anglo-saxonnes, les chercheurs doivent formuler leurs articles en anglais. Dans les conférences et colloques, qui drainent des scientifiques venus de tous les horizons, l'anglais est une *lingua franca* fort pratique, et quasi-obligatoire. Quant aux enseignants, ils sont de plus en plus amenés à faire cours en anglais dans le cadre de cursus partiellement ou totalement anglophones.

Aussi rapide que compréhensible, cette évolution suscite un débat en Allemagne. Et ce jusqu'au sein du Bundestag qui a récemment mené une audition sur le sujet. L'heure semblait venue de s'interroger sur les répercussions du phénomène, et de se



# HRK



Alexander von Humboldt  
Stiftung/Foundation

demander s'il ne va pas trop loin. C'est pourquoi le Goethe-Institut, l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD), la Conférence des recteurs des universités et la Fondation Alexander von Humboldt ont pris l'initiative d'organiser à Essen un colloque sur « L'allemand comme langue scientifique ». Objectif : montrer que, si l'usage de l'anglais présente d'indéniables avantages pratiques, le « tout anglais » n'est pas souhaitable.

Les arguments sont multiples. Tout d'abord, il est rarissime qu'un scientifique ou un enseignant maîtrise l'anglais aussi couramment que sa langue maternelle. Or, la complexité de la réflexion scientifique exige justement une extrême précision du langage et une plasticité linguistique. L'usage obligatoire de l'anglais pénalise donc les scientifiques dont l'anglais n'est pas la langue maternelle. Et dans les amphithéâtres, il risque souvent d'entraîner une baisse de la qualité de l'enseignement.

De plus, le contenu même de la pensée est dépendant de la langue utilisée. La diversité des langues ne fait ainsi que refléter la diversité des manières de penser. Bien plus, elle révèle des conceptions différentes de la science elle-même. « *La langue de la science va de pair avec la conception de ce qu'est une bonne argumentation scientifique, et elle a une influence fondamentale sur le processus de construction théorique* », explique le germaniste Winfried Thilemann, qui a consacré sa thèse d'habilitation aux usages de l'allemand et de l'anglais dans les sciences.

**Pour en savoir plus  
(en allemand) :**  
Goethe-Institut  
<http://www.goethe.de/lhr/prj/diw/dos/deindex.htm>

La diversité des langues dans le monde de la recherche apporte ainsi une diversité de points de vue qui ne peut être que fertile. Elle stimule la curiosité et la créativité. C'est particulièrement le cas en lettres et sciences humaines, ont affirmé les participants au colloque.

## Mentions légales

### Éditeur

Service scientifique et technologique  
près l'ambassade de la République  
Fédérale d'Allemagne  
13/15 avenue Franklin D. Roosevelt  
75008 Paris

Tél. : +33 (0)1 53 83 45 80  
Fax : +33 (0)1 53 83 45 06  
Courriel : [david.musial@diplo.de](mailto:david.musial@diplo.de)  
[www.paris.diplo.de/sciences](http://www.paris.diplo.de/sciences)  
[www.cidal.diplo.de/sciences](http://www.cidal.diplo.de/sciences)

### Photos :

p. 6 : Peter Himself/ Stifterverband  
/DAAD

### Traduction

Stéphanie Peltier-Cianca  
Alexandra Dupé

*Ces informations étant issues de sources publiquement accessibles, l'ambassade décline toute responsabilité quant à l'exactitude de leur contenu.*

